

Yaëlle Van Crombrugge

Les espions Zéro
dans l'ombre du pouvoir
1940 - 1944

Racine

*À Jean Gilson,
loin des yeux mais près de mon cœur.*

PRÉFACE

La meilleure façon d'honorer la part de la résistance belge dans la victoire finale sur le fascisme est d'écrire son histoire extraordinaire. C'est ce que l'historienne Yaëlle Van Crombrugge a fait.

De l'évasion à l'espionnage, de l'insoumission à la presse clandestine, de l'aide aux réfractaires à celle apportée aux Juifs, de la rébellion au sabotage, les résistances belges, mouvements civils par excellence, furent parmi les plus performantes d'Europe.

Leur soutien à l'effort de guerre allié restera toujours difficile à mesurer. Comment sonder les effets de la presse clandestine sur la psychologie de ses lecteurs ? Comment calculer combien de produits nécessaires à l'industrie de guerre nazie ne furent-ils pas réalisés par les dizaines de milliers de réfractaires belges ? Comment estimer l'influence dissuasive des attentats sur la collaboration avec l'ennemi ? Même la liste brute des résultats des sabotages dans le pays, pourtant relativement faciles à répertorier, fait défaut.

Ceci vaut d'autant plus pour les réseaux de renseignements. Définir, voire évaluer le poids des renseignements, obtenus avec tant de risques et de difficultés, dans le processus de décision des quartiers généraux d'outre-Manche, reste probablement impossible. Écrire l'histoire des risques et des difficultés pour obtenir les informations fut par contre le travail de Yaëlle Van Crombrugge.

En vulgarisant son mémoire de Master, obtenu avec la plus grande distinction, sur le performant réseau Zéro, Yaëlle Van Crombrugge révèle au grand public une partie des efforts considérables et très appréciés par Londres des services de renseignements belges ayant contribué à la victoire finale. Elle nous offre une synthèse de l'histoire d'une organisation nationale qui a englobé, sur toute la période de la guerre, environ 4 000 citoyens belges. Elle nous dévoile également le prix payé par ces soldats de l'ombre pour le retour au régime

parlementaire et constitutionnel belge, en somme le prix pour vivre dans un pays civilisé.

Ward Adriaens

Directeur général de *Kazerne Dossin*

INTRODUCTION

« Notre activité dans Zéro, très modeste, je le sais bien, est malgré tout historique¹. »

Par ces quelques mots, Madame Docq craignait que l'histoire du réseau de renseignements Zéro, auquel elle a participé, s'éteigne au fil du temps. Aujourd'hui, il est vrai que le terme « Zéro » pourrait paraître insignifiant. Or, plus qu'un simple chiffre, ce mot, enfoui dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, revêt de lourds secrets. Le défi est de les mettre en lumière avant qu'ils ne soient emportés par la valse du temps. Qu'est-ce que Zéro ? Quel est son rôle, son histoire, sa structure ? Qui l'a créé ? Quelle est la « force » de ce réseau qui a survécu pendant les quatre années d'occupation ? Quel type d'informations récolte-t-il et de quelle manière ? On apprendra vite que Zéro compte de multiples ramifications dans les milieux d'influence belges. Pourquoi Zéro entretient-il de nombreuses relations ? Qui dans Zéro est proche des hommes de pouvoir ou se confond avec ceux-ci ? Quel est l'avantage d'avoir des contacts avec les hautes sphères de la société belge ? Cet ouvrage se propose de répondre à ces questions et à bien d'autres encore en s'immisçant dans les coulisses d'une époque de doutes, d'espairs, de douleurs et de changements, mais qui, dans tous les cas, aura façonné l'Histoire.

On devine déjà que ce mystérieux service Zéro touche à la résistance. On se risquerait même à l'envisager dans le domaine de l'espionnage, en ce sens que le réseau récolte et envoie des renseignements. Pour ce faire, Zéro a recours à des agents qui opèrent sous le manteau du secret. Il y en aura environ 4 000. Guidés par leurs chefs, les espions Zéro mèneront une guerre de l'ombre de 1940 à 1944. La résistance est un phénomène multiple qui englobe toutes

¹ Interview de Flore Docq, par Jean Vanwelkenhuyzen et Daniel Vercauteren, 16 mars 1971.

les initiatives clandestines pour lutter contre l'ennemi, dont le renseignement fait partie. Celui-ci se définit, dans un contexte d'occupation, comme « la connaissance des dispositifs de l'ennemi, dans le domaine militaire, mais également politique ou économique¹ ».

Depuis 70 ans, le nombre d'ouvrages concernant la Seconde Guerre mondiale et, à travers elle, la résistance et le renseignement, n'a cessé de croître. Parmi les publications les plus récentes sur le sujet, il convient de citer *La guerre secrète des espions belges : 1940-1944*². Si certains ouvrages dressent le panel des réseaux de renseignements belges et évoquent parmi eux le réseau Zéro, aucun ouvrage publié ne se consacre entièrement à Zéro. Cette publication est donc inédite ! Elle n'aurait cependant pu voir le jour sans la conservation d'un grand nombre de documents d'archives. L'activité des services de renseignements, étant secrète, n'est censée laisser aucune trace. Pourtant, il existe une masse de sources concernant le renseignement. Le réseau Zéro, ne faisant pas figure d'exception, dispose également d'archives. Toutefois, de nombreux documents, datant surtout de la guerre, n'ont pas été conservés pour diverses raisons. Certains sont passés aux mains de l'ennemi, d'autres ont tout simplement disparu. Par ailleurs, le secret qui entoure ces documents freine leur production, leur conservation, mais également leur utilisation. Si l'anonymat, l'emploi de pseudonymes ou encore de codes sont indispensables pour un réseau de renseignements, en temps d'occupation, ils sont, en revanche, un véritable obstacle au travail de l'historien. À côté de cette documentation archivistique s'ajoutent les témoignages écrits et oraux d'anciens agents de Zéro.

La grande majorité des sources de cet ouvrage provient du Centre d'études et de documentation guerre et société contemporaine (CEGES) qui détient des trésors comme des notes de service de Zéro, des rapports, les inventaires de renseignements envoyés par le réseau à Londres, des ébauches d'organigrammes, des ordres de mission, de la correspondance, des dossiers personnels d'agents, etc. À côté du CEGES, cette publication se base sur des documents des Archives de l'ULB, des Archives générales du royaume, à Bruxelles, du Liberaal Archief à Gand, du Centre d'étude d'histoire de l'Europe contempo-

1 E. Debruyne, « Renseignement », in P. Aron et J. Gotovitch (dir.), *Dictionnaire de la Seconde Guerre Mondiale en Belgique*, Bruxelles, 2008, p. 378.

2 E. Debruyne, *La maison de verre. Agents et réseaux de renseignements en Belgique occupée, 1940-1944*, Université catholique de Louvain, 2006. Version publiée : E. Debruyne, *La guerre secrète des espions belges : 1940-1944*, Bruxelles, 2008.

raine (CEHEC) à Louvain-la-Neuve, ainsi que du KADOC (Katholiek Documentatie-en Onderzoekscentrum voor Religie, Cultuur en Samenleving) à Louvain.

Cet ouvrage est une adaptation du mémoire de fin d'études en Histoire de l'auteur¹. La démarche la plus adéquate pour réaliser ce mémoire consistait en un recoupement systématique des sources. Les informations provenant des pièces d'archives ont donc été croisées entre elles et avec celles contenues dans les témoignages d'après-guerre et dans les ouvrages existants.

1 Y. Van Crombrugge, *Le réseau de renseignements Zéro et ses relations avec les décideurs politiques et économiques belges sous l'occupation (1940-1944)*, Université catholique de Louvain, 2011.

Chapitre I
**ÉTÉ 1940: RÉUNIONS SECRÈTES
DANS L'ENTRESOL DE LA BANQUE
DE BRUXELLES**

En cette fin mai 1940, les drapeaux à croix gammée flottent dans un sinistre décor. Au bord de la Lys, des casques sont secoués par le vent, mais le bruit des bombardements a cessé. La Belgique regarde son nouvel ennemi dans les yeux. Le 10 mai 1940, les armées allemandes avaient violé la neutralité belge en envahissant la Belgique sans ultimatum ni déclaration de guerre. Pendant 18 jours, les Belges se sont défendus, en vain, contre une armée allemande implacable. Le 28 mai 1940, le roi Léopold III, commandant en chef de l'armée belge, doit accepter une reddition sans condition. La capitulation retentit comme un coup de tonnerre auprès du Gouvernement belge qui avait instamment prié le Roi de ne pas se laisser prendre par l'ennemi et de rester solidaire des Alliés. Devant un pays ébranlé et des troupes belges démoralisées, le Roi préfère épargner la vie de ses soldats. Il reste ainsi avec son armée en Belgique et refuse de suivre ses ministres alors réfugiés en France. Le jour même de la capitulation, Hubert Pierlot, Premier ministre, se rend à la radio française à Paris. D'une voix grave, il prononce ces quelques mots qui graveront l'Histoire de notre pays: «Belges, passant outre à l'avis formel du Gouvernement, le Roi vient d'ouvrir des négociations et de traiter avec l'ennemi. La Belgique sera frappée de stupeur, mais la faute d'un homme ne peut être imputée à la nation entière. [...] le Gouvernement, sûr d'être l'interprète de la volonté nationale, est résolu à continuer la lutte pour la délivrance du pays¹.» Cette position avait été, le matin même, approuvée par le Conseil des ministres et sera consentie trois jours plus tard par le Parlement².

1 J. Duvieusart, *La question royale. Crise et dénouement, juin, juillet, août 1950*, Bruxelles, 1975, p. 14.

2 L'ensemble des parlementaires n'était pas présent lors de cette décision prise à

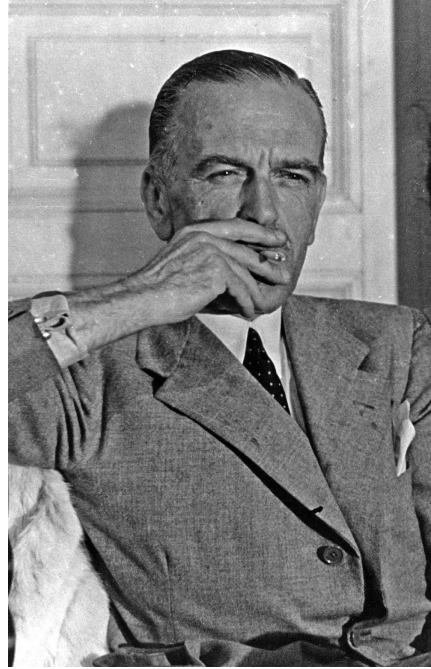
La rupture entre le Roi et son Gouvernement est désormais irrévocable...

Début juin 1940, le Gouvernement belge s'installe à Poitiers. Quant au Parlement, il prend ses quartiers dans une ville voisine, à Limoges. Les ministres et les parlementaires ne sont pas les seuls à se réfugier en France. L'ombre d'août 1914 plane en ce mois de mai 1940. Environ 1 500 000 civils belges se jettent sur les routes. Hantés par le souvenir des massacres, ils prennent le chemin de l'exode. Dans l'interminable file de réfugiés se profile un homme. Grand, mince et élégant, il a tout l'air d'un gentleman. Cet homme, d'apparence fortunée, semble au-dessus des soucis journaliers. Son regard sévère ne laisse rien transparaître. Pourtant, il est inquiet. À l'aube de ses cinquante ans, il réalise qu'il est en train de revivre une seconde guerre. Tous les matins, il se rend à Poitiers pour être proche du Gouvernement et se tenir informé. D'ailleurs, il séjourne avec sa famille non loin de là, au village de Ligugé¹. Dans ces instants tragiques, cet homme choisira de résister et deviendra le fondateur du réseau qui portera le nom de Zéro. Fuyant les honneurs et les distinctions honorifiques, il a toujours voulu rester discret sur ses activités patriotiques. Cet homme de l'ombre s'appelle Fernand Kerkhofs.

En juillet 1940, Fernand Kerkhofs rentre à Bruxelles. Depuis le 28 mai 1940, la Belgique est à la merci de l'occupant allemand. Tout a été balayé par les armées d'Hitler, y compris les services secrets belges existant avant l'invasion allemande. Bien que neutre depuis septembre 1939, la Belgique s'était préparée à une possible agression. Une réorganisation de ses services secrets avait eu lieu en mars 1940 en créant un nouvel organisme : l'Administration de la Sûreté de l'État. Cette dernière avait été fondée pour protéger l'État des menées secrètes dirigées contre lui et travaillait en collaboration avec les parquets militaires. À l'inverse de la Sûreté publique, qui dépendait du ministère de la Justice et qui se chargeait avant tout des étrangers et des menaces intérieures, l'Administration de la Sûreté de l'État était dirigée par la Défense nationale et devait lutter contre l'espionnage. L'organisme, nouvellement créé, n'a pas pu faire face aux bouleversements des journées de mai 1940 et à leurs

Limoges le 31 mai 1940. L'assemblée parlementaire de Limoges rassemblait 54 sénateurs sur 167, et 89 députés sur 202. T. Grosbois, *Pierlot, 1930-1950*, Bruxelles, 2007, p. 138.

¹ R. Tacq, «Fernand Kerkhofs, fondateur du Réseau Zéro», in *La Dernière Heure*, 24 janvier 1969.



Fernand Kerkhofs (1890-1947), ancien journaliste, chef du service d'informations de la Brufina, fondateur de Zéro.
Photo CEGES, n° 32156. Droits réservés

tragiques conséquences. Il a donc été démantelé un mois après, en juin 1940¹.

Fernand Kerkhofs reprend ses activités professionnelles dans son bureau de la Brufina, holding financier de la Banque de Bruxelles. Il est le directeur du service d'informations de cette institution. Il apparaît en quelque sorte comme un professionnel du renseignement, de l'information dans le sens le plus large du terme. Avant de travailler auprès de la Brufina, Kerkhofs était journaliste à *L'Écho de la Bourse*, journal économique et financier. Il était également collaborateur pour *L'Indépendance belge*, journal libéral, et pour le magazine *L'Éventail*. Ses études de droit le prédestinaient pourtant à une carrière juridique. Sa vie d'avant-guerre est mal connue. Fernand Kerkhofs est né à Bruges dans la haute bourgeoisie francophone le 7 octobre 1890. Il s'est marié une première fois avec Madeleine-Fernande Franchomme avec laquelle il a eu deux enfants : Valentine, née en 1915, et Jean, né en 1922. En 1939, Kerkhofs, divorcé, a épousé

1 E. Debruyne, «Un service secret en exil. L'administration de la Sûreté de l'État à Londres, novembre 1940-septembre 1944», in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 15, 2005, p. 335.

en secondes noces Élisabeth Nelis. Durant la Première Guerre mondiale, il aurait participé à l'effort de guerre allié en Grande-Bretagne¹.

En tout temps, les bureaux de presse de grands groupes économiques ou financiers s'occupent de transmettre des informations plus ou moins confidentielles qui traitent de la situation des concurrents, de l'état d'opinion, etc². À l'approche de la guerre, un de ces bureaux, à savoir celui de la Brufina géré par Kerkhofs, avait pris conscience que les informations dont il disposait pourraient être de nature à aider les Alliés, à savoir la Grande-Bretagne et la France à l'époque. Impliqué dans le renseignement, Kerkhofs occupe ainsi une fonction « idéale » pour se lancer dans un service de renseignements. Avec le consentement de son patron, le baron Paul de Launoit, Kerkhofs intègre, au cours de l'été 1940, son nouveau réseau de renseignements au sein du service d'informations de la Brufina³. Kerkhofs choisit ainsi d'emprunter la voie irréversible de la clandestinité. Il convient de remarquer qu'ayant été sans doute, depuis quelques années, en contact avec des attachés à l'ambassade britannique, Kerkhofs aurait pu être recontacté par ces derniers en 1940. Pourtant, du côté britannique, rien ne semble avoir été fait pour le relancer dans le renseignement⁴. Le réseau qu'on appellera plus tard Zéro apparaît donc comme le fruit d'une initiative belge.

Pour fonder son réseau, Kerkhofs rallie, tout d'abord, un groupe de patriotes qui s'est déjà lancé dans la résistance : Joseph Dehennin, Paul Lescornez, les officiers de gendarmerie René Dufrasne et Marcel Van Caester. Kerkhofs rassemble ensuite autour de lui ses contacts de travail, car il y bénéficie de nombreuses complicités. En effet, la Banque de Bruxelles et son holding deviennent rapidement une pépinière d'agents du nouveau réseau. Jean Moens est non seulement le bras droit professionnel de Kerkhofs, mais le devient également dans la clandestinité. En outre, diplômé en droit et ancien journaliste, Kerkhofs avait gardé de nombreuses relations. Il fait ainsi entrer dans son réseau des journalistes comme William Ugeux et des

1 CEGES, AA 1333, *Archives de la Sûreté de l'État*, dossier personnel de Fernand Kerkhofs.

2 J.-Cl. Ricquier, « Conversations avec William Ugeux, témoin de notre temps », in *La Revue Générale*, 1986, n° 5, p. 10.

3 Avant la guerre, le baron de Launoit disposait déjà d'un service de renseignements privé qui, semblerait-il, était intégré dans le service d'informations de la Brufina, dirigé par Fernand Kerkhofs. E. Verhoeyen, « Les grands industriels belges entre collaboration et résistance : le moindre mal », in *Cahiers-Bijdragen*, n° 10, 1986, p. 73.

4 E. Debruyne, *La maison de verre*, *op. cit.*, p. 124.

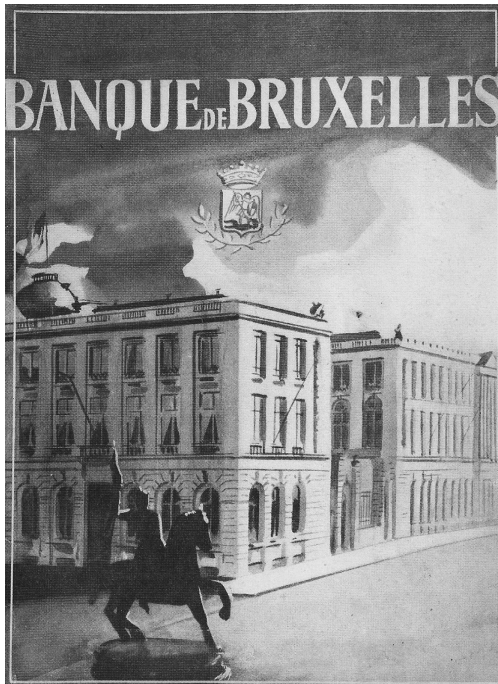
membres du Palais de Justice comme Mathieu De Jonge et André Rostenne, pour n'en citer que quelques-uns. Le recrutement ne s'est toutefois pas fait en un jour. Les contacts de Kerkhofs entrent progressivement dans son réseau entre 1940 et 1941.

L'hôtel de la Banque de Bruxelles, ancien palais du Comte de Flandre, situé à l'angle de la place Royale et de la rue de la Régence à Bruxelles, devient le quartier général de ce nouveau service de renseignements. Cet immeuble abrite non seulement les bureaux de la Banque de Bruxelles, mais également ceux de son holding, la Brufina. À ce sujet, Albert Hachez, troisième chef de Zéro, ajoute une petite précision après la guerre : « Il faut dire que de Launoit, pour donner de la discrétion à l'activité de Moens et de Kerkhofs, ne les avait pas tout à fait installés dans les locaux de l'ancien Palais, mais dans une espèce d'entresol où on entrait par un couloir où il faisait toujours noir et qui était le passage entre les grands salons de la Brufina et la partie supérieure des guichets de la Banque de Bruxelles. [...] À ce niveau, il y avait [donc] un petit couloir tout noir où il y avait deux bureaux qui étaient [ceux de] Moens et [de] Kerkhofs¹. » Le choix de l'emplacement de la centrale du réseau n'est pas anodin. Premièrement, les allées et venues des employés travaillant pour le réseau sont justifiées, et l'immeuble comprend plusieurs accès comme le fait remarquer encore Hachez : « Il y avait des sorties et entrées rue de Namur, il y en avait rue de la Régence, il y en avait place Royale et il y avait surtout une sortie que personne ne remarquait et qui était la voie d'accès aux garages, qui était simplement une petite porte cochère qui s'ouvrait et se fermait². » Deuxièmement, Kerkhofs peut compter de cette façon plus facilement sur la complicité des fonctionnaires de la Banque de Bruxelles dirigée par Max-Léo Gérard³. Quelques centaines de mètres séparent la Banque de Bruxelles du Palais de Justice, qui deviendra rapidement le deuxième berceau de Zéro.

1 Interview d'Albert Hachez, par Jean Vanwelkenhuyzen et Daniel Vercauteren, 31 octobre 1990.

2 *Ibid.*

3 En 1940, les liens entre les principales banques du pays et les holdings restent très étroits. En effet, il n'y avait que cinq ans qui s'étaient écoulés depuis la loi bancaire de 1935 concernant la suppression des banques mixtes. Cette réforme de 1934-1935 avait scindé les banques mixtes en banque de dépôt, d'une part, et société de portefeuille, d'autre part. La Banque de Bruxelles est donc scindée en deux. La nouvelle Banque de Bruxelles devient une banque de dépôt et la Brufina devient un holding. À partir de 1937, le comte de Launoit devient le président de la Brufina. E. de La Vallée Poussin, *Bilan et perspectives 1871-1971 : la Banque de Bruxelles à 100 ans*, Bruxelles, 1971, p. 36.



L'hôtel de la Banque de Bruxelles, ancien palais du Comte de Flandre, situé à l'angle de la place Royale et de la rue de la Régence à Bruxelles, est le lieu de naissance de Zéro.

La Banque de Bruxelles, couverture d'une brochure de l'institution datée de 1946. Droits réservés

Kerkhofs n'est pas le seul à mettre sur pied un réseau de renseignements en ce début de guerre. Créés à l'initiative britannique ou spontanément par des anciens du renseignement de 1914-1918, des vétérans de la Grande Guerre ou de la Campagne des dix-huit jours, ou encore par des cadres privés, d'autres réseaux de renseignements clandestins voient le jour dès les premiers mois d'occupation. C'est le cas de Clarence¹ et de Luc-Marc². À l'abri du regard allemand,

1 Au lendemain de l'invasion de 1940, Walthère Dewé, chef du célèbre réseau La Dame blanche pendant la Première Guerre mondiale, crée le service Clarence encore appelé Cleveland. Ce dernier est en quelque sorte l'héritier de la Dame blanche. Clarence, qui comptera environ 2 000 agents, sera particulièrement efficace et se maintiendra durant toute l'occupation. Malgré la mort de son fondateur, en janvier 1944, le service continuera son travail jusqu'à la libération grâce à la reprise de la direction par Hector Demarque. H. Bernard, *Un géant de la résistance. Walthère Dewé*, Bruxelles, 1971, pp. 128-132.

2 Le service Luc-Marc, comptant environ 5 000 personnes, est un même réseau qui a changé de nom au cours de la guerre. Ainsi, Luc deviendra Marc en mai 1942. Georges Leclercq, fonctionnaire au ministère de la Justice, et André Cauvin, avocat et cinéaste, fondent le service Luc en septembre 1940. Le commandant Henri Bernard rejoint rapidement ce duo fondateur. Les activités du service se résument alors en trois points : renseignements, sabotage et aide à l'évasion. En mai 1942, suite à la capture d'un courrier et des documents qu'il transporte, Luc se transforme en Marc. À partir de cette date, le réseau devient le plus important des services de renseignements belges. Quatre hommes auront

l'acquisition de renseignements est l'objectif premier de ces nouveaux réseaux. Qui seront les destinataires de ces renseignements ? Les Anglais et les Belges exilés à Londres. En novembre 1940, le Gouvernement qui avait quitté la France pour s'exiler en Angleterre, décide de recréer la Sûreté de l'État à Londres. Le nouvel organisme est placé sous l'autorité du ministère de la Justice et non plus sous la tutelle de la Défense nationale. La défiance du Gouvernement vis-à-vis de l'armée et sa rupture avec le Roi ne sont pas étrangères à cette décision. Cette « nouvelle » Administration de la Sûreté de l'État est dirigée par un magistrat, Fernand Lepage.

Dès l'été 1941, la Sûreté de l'État travaille en collaboration avec le service de renseignements britanniques, le *SIS (Secret Intelligence Service)*, dirigé par le major Page. Les deux organismes ont pour mission d'assurer les liens avec la Belgique occupée en encourageant la création de réseaux s'occupant de la récolte de renseignements, de services de sabotage ainsi que d'organisations d'évasion de résistants en danger ou d'aviateurs alliés. En ce qui concerne les renseignements, la collaboration entre les deux pays se présente comme suit : la Sûreté de l'État belge réceptionne les courriers et les transmet ensuite aux Anglais. À l'inverse, les messages radio se font par le *SIS* qui se charge de les transmettre ultérieurement aux Belges¹. Les renseignements qui parviennent à Londres permettent au Gouvernement belge de se tenir informé dans des domaines divers tels que l'économie, l'appareil administratif ou l'évolution de l'opinion publique, de réagir aux mesures allemandes et de préparer l'après-guerre.

au total dirigé Luc-Marc sous l'occupation. Le service se maintiendra avec succès durant toute la guerre. J. De Mûelenaere, *Le service de renseignement et d'action Luc-Marc. Une poignée d'hommes*, Louvain-la-Neuve, 1992.

1 E. Debruyne, *La guerre secrète*, *op. cit.*, p. 125.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Introduction	9
I Été 1940 : réunions secrètes dans l’entresol de la Banque de Bruxelles	13
II Sur les traces de Zéro et de ses dirigeants	21
Un va-et-vient discret	22
« À quoi cela sert-il ? À rien, zéro ! »	24
Il était moins une...	28
« Walter » à la tête de Zéro	29
Du « petit garçon de courses » au dirigeant de Zéro	34
« Motus et bouche cousue »	37
Hachez en ligne de mire	40
Un quatrième chef mystérieux	43
Une partie de bridge qui tourne mal	46
<i>Last but not least</i>	48
Zéro après la libération	51
III 4000 espions Zéro du Nord au Sud	55
« C’était au temps où Bruxelles espionnait »	56
De précieux Hennuyers	59
Les renseignements de Tchantchet	60
Au confluent de la Sambre et de la Meuse	62
<i>Verzet in Limburg</i>	63
Un « melting pot » belge	63
Et les 1 600 autres agents ?	64
<i>Athos</i>	65

<i>Portemine</i>	67
<i>Les Trois Mousquetaires</i>	69
<i>Les Amis de Charles</i>	70
<i>Castor & Pollux</i>	72
IV Des deux côtés de la Manche : Zéro et Londres	75
Une collaboration sans faille ?	76
Des liens avec les ministres exilés	83
<i>Les proches de Pierlot</i>	84
<i>D'honorables correspondants</i>	90
<i>Un futur Premier ministre dans Zéro</i>	94
<i>Rencontres à Eaton Square</i>	96
Les secrets de Gilles	97
V Dans les coulisses du pouvoir politique	103
Des juristes aux bras longs	103
Sur les marches du Palais de Justice	108
Zéro et les partis politiques clandestins	112
<i>L'agent de la « Maison blanche »</i>	112
<i>L'équipe de Van Acker</i>	116
<i>Des catholiques dans l'orbite de Zéro</i>	119
Du côté de l'administration...	122
<i>Des fonctionnaires de mèche avec Zéro</i>	124
<i>Jean-Charles Sney en toile de fond des relations de Zéro</i>	128
VI Les renseignements de l'Establishment économique	131
Zéro et le secteur bancaire et financier	133
<i>Dans les couloirs du 2, rue de la Régence</i>	133
<i>Paul de Launoit complice de Zéro</i>	136
<i>Zéro et la « Grande Dame »</i>	140
<i>La Banque Nationale et la Banque d'Émission</i>	142
Les notes de Galopin	144
Une mine de renseignements industriels	146
<i>Des patrons au service de Zéro</i>	149
<i>Au premier rang</i>	157
Zéro et le GEE	159
Conclusion	163
Remerciements	167